

Initiatives ministérielles

Les gens qui vivent autour de l'aéroport en ont assez du bruit et ne veulent pas de pistes supplémentaires. Le gouvernement se propose pourtant d'en créer deux autres. Nous verrons ce qu'il adviendra de la sécurité. Se préoccupe-t-il de la sécurité? On commence à se poser la question.

Il y a quelques semaines à peine, il y a eu une quasi-collision à l'aéroport de Toronto. Je vois mon honorable collègue d'en face secouer la tête. Je lui dis que mes électeurs de Scarborough—Agincourt sont très inquiets lorsqu'ils se rendent au plus gros aéroport du pays.

M. McDermid: Ils ne prennent pas l'avion aussi souvent que moi:

M. Karygiannis: Il dit que ces personnes ne voyagent pas par avion aussi souvent que lui. Il en est ainsi pour la simple raison que certains d'entre eux ne sont pas aussi profiteurs que certains de nos amis.

M. McDermid: J'invoque le Règlement, monsieur le Président, le député porte une accusation par insinuation et je suis certain qu'il voudra réfléchir sur ce qu'il a dit exactement, c'est-à-dire de laisser entendre que parce qu'un député voyage souvent par avion, c'est un profiteur. Je suis certain que ce n'est pas ce qu'il a voulu dire, parce que celui-ci prend probablement l'avion tout aussi souvent que moi:

M. Karygiannis: Monsieur le Président, si mon honorable collègue pense que j'ai dit qu'il était un profiteur, ce n'est absolument pas le cas.

Toutefois, monsieur le Président, je rappelle au ministre la transaction En Route—Messageries CN. Je me demande pourquoi, lorsque j'ai communiqué avec le bureau du ministre au sujet de cette question, ses employés n'ont pas voulu me montrer les documents pertinents. Qu'avaient-ils à cacher? Les employés des messageries CN n'étaient-ils pas censés être protégés par une entente de trois ans au moment de la vente à En Route? Montrez-nous les documents.

M. McDermid: De quoi parlez-vous?

M. Karygiannis: De quoi je parle? Monsieur le Président, nous avons été témoin de la privatisation. Nous avons vu comment ce gouvernement procède avec la privatisation. Pourtant, lorsqu'il décide de privatiser quoi que soit, il le vend.

M. McDermid: Ce sont des balivernes.

M. Karygiannis: Monsieur le Président, une autre question très importante est la sécurité d'emploi. Le gouvernement veut privatiser nos aéroports. Pourtant,

nous ne sommes pas certains que les gens qui travaillent dans les aéroports à l'emploi du gouvernement continueront de bénéficier de la sécurité d'emploi. Nous avons vu que lorsque la société Air Canada a été privatisée, 2 900 emplois ont été supprimés. Mon collègue secoue la tête. Si je me trompe dans les chiffres, qu'on me corrige, mais j'affirme que 2 900 emplois ont été perdus.

Des voix: Oh, oh!

M. Karygiannis: Merci. Merci de me le dire également s'il y en a un peu plus.

Selon le gouvernement, le service offert au public conservera le niveau de qualité élevé qu'il présente actuellement. J'ai bien peur que, si on continue de la sorte, la qualité du service diminuera.

Il est très important, quand on parle de privatisation, d'examiner les réalisations de ce gouvernement. Nous en avons plusieurs exemples, tels que l'entente entre En Route—Messageries CN et le cas d'Air Canada. Le gouvernement parle de privatiser la société Harbourfront de Toronto, puis de poursuivre avec la privatisation de Petro-Canada. Il faut faire connaître le dossier du gouvernement en matière de privatisation.

Il faut examiner la situation avant de privatiser quelque chose, surtout quand il s'agit d'un élément aussi vital que nos aéroports. La sécurité de nos aéroports, au XX^e siècle, est absolument vitale et primordiale, pour la simple raison que, d'ici l'an 2000, l'aéroport de Toronto sera devenu l'un des plus gros aéroports du monde. Je suis incapable de comprendre la décision du gouvernement sur cette question particulière, parce que je ne peux pas concevoir qu'elle ne diminue pas la sécurité. La population en souffrira. C'est alors que nous pourrions apprendre un bon matin qu'un accident majeur s'est produit, par suite de la décision frivole de ce gouvernement. Il faut tenir compte de cet aspect de la question.

L'autre point à considérer, c'est que, dans tout le pays, de grands aéroports ont vu leurs services réduits. Le gouvernement a déclaré que nous n'aurions plus de pompiers dans nos aéroports après 22 heures. À Terre-Neuve, après minuit, il n'y a plus personne dans la tour pour veiller à ce que les avions puissent atterrir en toute sécurité.

Des voix: Ne vous trompez pas.

M. Karygiannis: Les députés d'en face auront la chance de s'illustrer, mais je voudrais dire que la proposition du gouvernement est très dangereuse et qu'il faut l'étudier de très près.